



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 142 - 25 juin 1985

PRIX : 2 Frs

S
E
N
T
E
N
S
E
S
L
A
G
E
N
T
E
S



L ETAT RASE LES BIDON-
VILLES AU PROFIT DES
RICHES

éditorial

SOMMAIRE

SENEGAL :

L'ETAT RASE LES BIDONVILLES AU PROFIT DES RICHES

Page 3 : LOUGA :

- Le riche marabout sait se faire mousor

EGYPTE :

- Les intégristes veulent imposer leurs idées réactionnaires.

Page 4 :

COTE D'IVOIRE :

Des salariés des sociétés d'Etat en grève.

Page 5 : MALI :

Elections sans surprise.

Page 6 : TCHAD :

3ème anniversaire de la dictature de Habré.

Page 7 :

AFRIQUE DU SUD :

Neuf ans après la révolte de Soweto...

ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an

Pli ouvert : 24 F

Pli fermé : 48 F

ADRESSE

DUFÉAL /

COMBAT OUVRIER

Pour le PAT BP 42

92114 Clichy-Cedex

L'armée sénégalaise, sur ordre des autorités, est intervenue avec des bulldozers et des pelleteurs pour "raser" tout un bidonville sur la route de Dakar-Yoff. Des habitants de Colobane et ceux d'Arafat ont eu également la même surprise. Ils n'ont même pas été avertis de l'intervention brutale. Alors de nombreuses familles se sont trouvées les mains nues. Les bulldozers ont tout écrasé sur leur passage.

Cela fait partie de la politique dite "d'assainissement". Cette politique consiste à chasser les pauvres le plus loin possible de Dakar. Et ces pauvres sont de plus en plus nombreux. Des milliers de paysans quittent leurs campagnes pour fuir la misère, et viennent s'installer dans les grandes villes, principalement à Dakar en espérant trouver un petit emploi. Et quand on est pauvre et de plus sans emploi on n'a pas d'autre solution que de s'installer dans des conditions précaires, dans des bidonvilles.

Les autorités, loin de se préoccuper du sort de ces dizaines de milliers de sans-abris, cherchent au contraire à les chasser. Elles trouvent toutes sortes de justifications pour les faire "déguerpir" des bidonvilles.

Un jour on dit que c'est parce que dans les bidonvilles il y a trop de trafics, de prostitution et de banditisme. Un autre jour on dit que les terrains sont occupés illégalement. Pourtant, aux dires même de certains journalistes et de certains députés, nombreuses sont les maisons détruites alors qu'elles étaient construites en bonne et due forme, sur des terrains achetés en toute légalité.

En fait derrière cette opération de "déguerpissement" se cachent des intérêts des spéculateurs immobiliers qui voudraient construire des habitations à louer. Il y a aussi et surtout le fait que les autorités sénégalaises voudraient chasser les pauvres loin de Dakar pour promouvoir le tourisme.

Cette politique n'est pas du tout nouvelle. C'est souvent que la police intervient pour traquer les mendiants et les bana-bana du centre ville. Les autorités voudraient "nettoyer" la ville pour ne pas choquer les yeux des touristes et pour ne pas salir le paysage des riches habitants du Plateau.

Le gouvernement aura certainement du mal à mettre des rideaux pour voiler la misère, car il faut être aveugle pour ne pas voir la pauvreté au Sénégal.

... / ...

Les privilégiés pourront peut-être mieux respirer dans les beaux quartiers et les touristes mieux voir les cocotiers et les plages, mais la misère elle, ne fera que s'accroître. Et on peut espérer que quand il y aura des explosions de colère, les pauvres sauront occuper les quartiers des riches. Cette fois-ci, pas pour les regarder simplement mais pour y vivre en mettant tous ces privilégiés et ces exploitateurs sur le trottoir afin qu'ils goûtent à leur tour le bien fait de la vie en plein-air.

LOUGA : LE RICHE MARABOUT SAIT SE FAIRE MOUSSER

Le quotidien gouvernemental sénégalais "LE SOLEIL" annonce à grand renfort de publicité, le geste philanthropique de Djily M'Baye, riche homme d'affaires, marabout de Louga.

Ce dernier ne vient-il pas d'offrir un lot de véhicules neufs au ministère de l'Education nationale ? En plus il a ouvert les portes de ses magasins à la population de Louga, pour que celle-ci vienne recevoir des vivres gratuitement... Enfin façon de parler, puisque le reste de l'année, c'est dans ces mêmes magasins que les populations viennent faire leurs achats (payés comptant bien sûr), laissant leurs économies pour quelques marchandises.

Seulement à y regarder de près, on se rend compte que c'est vraiment de la publicité. Car Djily M'Baye a fait établir une liste de gens. Et c'est en fonction de cette liste que les vivres étaient distribués. Il y a fort à parier que pour figurer sur cette fameuse liste, il y a intérêt à être un fidèle client des magasins de Djily M'Baye. Autant dire que même quand il joue le riche au cœur d'or, le marabout milliardaire ne perd pas le sens des affaires.

EGYPTE : LES INTEGRISTES VEULENT IMPOSER LEURS IDEES REACTIONNAIRES

Pendant la période du ramadan, les religieux intégristes d'Egypte n'ont pas arrêté de se démener pour que le régime Mubarak prenne deux mesures dont le caractère rétrograde et moyennâgeux est à leur image. Sous leur action, le parlement a d'abord voté une loi qui prévoyait des peines allant jusqu'à 7 jours de prison et environ 600 F d'amende pour tout Egyptien pris en flagrant délit de non respect du ramadan dans les lieux publics.

Peu de temps après les intégristes religieux récidivaient, en poussant le gouvernement à revenir sur une loi votée du temps de Sadata, et qui reconnaissait quelques droits à la femme égyptienne un droit de regard dans la conduite du ménage et la protégeait quelque peu de l'arbitraire de l'époux.

Non contents d'obtenir que la femme soit de nouveau réduite à la condition d'esclave de son mari, les intégristes ont voulu même que la charia, loi islamique soit appliquée jusqu'au bout immédiatement. Pour l'instant les députés ne semblent pas prêts à accepter cette dernière exigence.

Toujours est-il qu'à travers ces quelques exemples, l'intégrisme religieux apparaît tel qu'en lui-même, basé sur les idées les plus réactionnaires, les plus avilissantes pour les hommes.

COTE D'IVOIRE

DES SALARIES DES SOCIETES D'ETAT EN GREVE

Le gouvernement ivoirien a décidé récemment la révocation de 342 salariés des sociétés d'Etat. Ces derniers avaient fait la grève pour protester contre la diminution brutale de leurs salaires.

Il s'agit là du développement d'un conflit qui dure depuis des mois entre le régime et certaines catégories des salariés des sociétés d'Etat. Conflit qui fait suite aux différentes mesures prises par le gouvernement de Houphouët sous l'injonction du FMI (Fonds Monétaire International), pour soi-disant faire face à la crise.

Cela a commencé en 1982, par la suppression des baux administratifs pour les enseignants, la limitation voire l'arrêt des embauches dans la fonction publique, l'arrêt de toute promotion et le blocage des salaires des fonctionnaires. Houphouët a pu faire passer ces différentes mesures sans trop de heurts.

Il a décidé de s'attaquer maintenant au secteur des sociétés d'Etat. C'est ainsi que depuis Janvier 1985, les employés des Etablissements Publics Nationaux (les sociétés d'Etat) ont vu leurs salaires diminuer, soit du tiers pour les plus chanceux, soit de moitié pour les autres.

A l'annonce de la grève des employés des sociétés d'Etat, Houphouët n'a pas hésité à user de tous les moyens de pression, cherchant à discréditer ceux-ci, les opposant aux autres fonctionnaires en les présentant comme des privilégiés, et enfin les menaçant.

Les grévistes ont en tout cas raison de lutter. Ils ont raison de ne pas accepter que les vrais privilégiés, les vrais corrompus, les valets serviles, les exécuteurs des basses oeuvres de l'impérialisme leur fassent supporter le poids de leur politique désastreuse.

Si malgré tout, 342 salariés ont osé faire la grève, c'est un signe. Encore que, 342 c'est le chiffre annoncé par le régime. Rien n'indique que le mouvement n'ait pas connu plus d'ampleur sur les 16.000 travailleurs que comptent les sociétés d'Etat. Ce d'autant plus que les mesures prises par le régime consistent à faire supporter le poids de la crise par les travailleurs, surtout les plus pauvres.

Pour l'instant, ce sont les fonctionnaires et assimilés qui sont frappés. Mais le régime ne manquera pas de s'attaquer aussi aux ouvriers, aux petits travailleurs, à tous ceux qui vivent de petits métiers. Soit indirectement, comme il le fait déjà par l'inflation et la vie chère (coût élevé des produits alimentaires de base), soit en puisant directement dans leur poche par le biais des impôts indirects (taxes diverses comprises dans les prix du moindre produit manufacturé).

Des mécontentements, il y en aura donc de plus en plus. Et le risque d'une explosion violente n'est pas exclu. Pour le moment, le régime ne se sent pas menacé par la grève car celle-ci n'a mobilisé qu'une minorité des

travailleurs, et dans un secteur particulier des sociétés d'Etat. Mais si l'ensemble des sous-payés, si tous les crève-la-faim d'Abidjan et de ses banlieues se mettaient eux aussi en lutte, alors oui les jours du régime du vieillard de Yamoussokro seraient comptés.

Nous n'en sommes certes pas encore là. Mais ce qui est sûr, c'est que autant la menace de licenciement n'a pas empêché qu'au moins 342 travailleurs fassent la grève, autant il est possible que demain ce soient des milliers de travailleurs qui décident de se battre, licenciement ou pas, pour la défense de leurs conditions de vie et de travail.

Ce sont ces mouvements futurs, ces luttes inévitables de demain qu'il est nécessaire de préparer dès maintenant.

MALI :

ELECTIONS SANS SURPRISE

Le Général Moussa Traoré vient d'être réélu président de la République pour six ans, en même temps que les députés de son parti. Ces élections étaient évidemment sans surprise dans la mesure où seul le parti unique de Moussa Traoré, l'UDPM avait le droit de présenter des candidats.

Il y a eu une longue campagne à la radio et à la télévision malienne pour appeler toute la population à participer à ces élections et accomplir leurs devoirs civiques. Les chiffres officiels ont donné 99,94 % pour Bala (Moussa) et 99,97 % pour la liste unique de ses députés.

Evidemment, ces chiffres n'étonnent personne quand on sait comment le vote et le dépouillement se sont déroulés. Ces chiffres n'intéressent que les dignitaires élus. Car, que ceux-ci soient galonnés ou civils, ils savent qu'être député au Mali c'est avoir de considérables privilèges et des possibilités d'avoir de l'argent sous la table pour régler des affaires relevant des magouilles appelées en bambara "sourafé".

C'est pour cela que le poste de député est convoité à tel point qu'au sein de l'UDPM, il y a des primaires pour être candidat à la candidature. Et pourtant si les nouveaux élus étaient de véritables représentants du peuple, ce ne sont pas les problèmes quotidiens qui manquent : le pays est au bord de la famine depuis la grande sécheresse de 1971 - 72; les libertés sont bafouées. Mais ces problèmes n'intéressent pas réellement les dignitaires élus.

Pourqu' il ait de véritables libertés démocratiques, des élections libres sans trucage, les travailleurs et les paysans pauvres maliens ne peuvent que compter sur eux-mêmes. Car s'ils s'organisent, non seulement ils pourront arracher ces libertés par la force, mais ils pourront même chasser les galonnés et civils qui nous gouvernent aujourd'hui.

TCHAD: 3^e ANNIVERSAIRE DE LA DICTATURE DE HABRE

Le régime dictatorial de N'Djaména a célébré le 7 juin le troisième anniversaire de l'arrivée de Hissen Habré au pouvoir. A cette occasion Habré a parlé une fois de plus de la "réconciliation nationale", de la "lutte contre l'envahisseur libyen" et de la famine qui fait des "centaines de morts".

Depuis trois ans le régime parle de "réconciliation nationale" mais jusqu'à présent les négociations avec les partis d'opposition piétinent parce que Habré ne veut pas entendre parler de partage du pouvoir. Le régime parle également de lutte contre l'envahisseur libyen" pour tenter d'élargir sa base sociale en jouant sur le sentiment national des populations. Car le souci des dirigeants est de se renforcer d'abord contre les opposants armés.

Partout, dans le pays, il y a des mécontents. La famine qui sévit maintenant du nord au sud continue de faire des ravages. Des milliers de personnes continuent de fuir les villages pour venir grossir les nentres urbains comme Ati, Mao, N'Djaména. Les denrées de première nécessité -mil, riz, viande, poisson, huile- sont hors de prix. Les récoltes, depuis plusieurs années, sont maigres dans les endroits où l'on peut encore cultiver à cause du manque de pluie.

Mais il n'y a pas que la sécheresse. C'est surtout la guerre qui aggrave la misère que connaît le pays depuis plusieurs années. Le régime en place ne fait que la poursuivre. Conséquence, des milliers de personnes fuient le Tchad pour se réfugier dans les pays voisins: Soudan, Nigéria, Cameroun, Centrafrique.

Mais le problème de la famine et des réfugiés ne préoccupe pas tellement le régime. Ce qu'il craint, ce sont les troupes de Goukouni qui contrôlent une bonne partie du pays; ce sont les "codos", ces mécontents qui luttent dans le maquis contre le régime qui, impuissant contre la rébellion, n'hésite pas à massacrer la population civile considérée comme complice.

Le gouvernement cherche par tous les moyens à mettre fin à toute opposition dans le pays. Ce qui provoque encore plus de mécontentement, plus de révolte. Car le 3ème anniversaire de la prise du pouvoir par Habré, pour les masses opprimées, est synonyme de répression, de massacres, de barbarie, de misère, d'exode vers les camps de réfugiés.

Cet anniversaire est célébré pendant que des centaines de gens continuent de mourir, victimes de la faim et des conséquences de la guerre.

Les dirigeants tchadiens, eux, peuvent se réjouir d'avoir pris le pouvoir à Ndjaména. Car pendant trois ans, ils se sont considérablement enrichis en détournant systématiquement les aides en tout genre.

AFRIQUE DU SUD NEUF ANS APRES LA REVOLTE DE SOWETO...

Le 16 juin dernier, date commémorative de Soweto, a été marqué par des manifestations rendues sanglantes par la police sud-africaine habituée à réprimer férocement. Il y eut en effet plusieurs morts et blessés. Dans le même temps, un raid militaire sud-africain a fait 15 morts et de nombreux blessés à Gaborone (Botswana), sous prétexte que l'ANC (mouvement nationaliste anti-apartheid) allait tenir dans ce pays voisin une conférence du 16 au 26 juin.

Comme tous les ans depuis neuf ans, toutes ces manifestations commémoraient le soulèvement sanglant qui avait éclaté à Soweto en 1976 et qui avait fait plus de 600 morts (selon les chiffres donnés par les autorités sud-africaines elles-mêmes).

Ce soulèvement de Soweto n'avait pas seulement frappé par son ampleur à la fois gigantesque et tragique mais aussi par son caractère désespéré. En effet c'étaient des lycéens noirs, métis et indiens, c'était toute une génération de jeunes prêts à se battre, qui étaient à l'origine de cette insurrection populaire contre l'apartheid, ce système odieux qui fait de l'Afrique du Sud un immense camp de concentration pour les Noirs, c'est-à-dire pour les 2/3 de la population sud-africaine. Cette situation qui condamne plus de 20 millions de gens au désespoir et à la haine transforme l'Afrique du Sud en une vaste poudrière. Périodiquement celle-ci est secouée par de vigoureuses protestations, des manifestations et des grèves. Périodiquement elle est arrosée de sang à l'occasion de violentes émeutes comme celles de Sharpeville en 1960 ou de Soweto en 1976.

A chacune de ces manifestations violentes, la police sud-africaine réagit avec une sauvagerie inouïe pour essayer de briser les opposants au régime de la ségrégation raciale. Mais elle n'y est pas parvenue jusque-là et elle ne peut y parvenir. Car la lutte contre l'apartheid est engendrée par l'oppression raciale elle-même. Et aussi longtemps que celle-ci ne sera pas vaincue, la violence en tant que acte de résistance des opprimés est inévitable.

D'ailleurs non seulement la poursuite de la lutte ne peut être stoppée, mais elle peut se développer en attaquant l'apartheid par la racine qui est le grand capital.

Pour le moment cela ne semble pas encore être le cas. Mais on a pu remarquer, lors des différentes manifestations qui ont eu lieu ces derniers temps, que les manifestants n'ont pas hésité à s'attaquer aux maisons des maires et conseillers municipaux noirs. Lors des manifestations commémorant le 16 juin dernier par exemple, ils ont tenté d'incendier leurs maisons.

Par ce genre de geste voudraient-ils signifier simplement que tous les Noirs sud-africains doivent s'unir contre l'apartheid ? Peut-être. Cependant, il n'est pas impossible que l'expérience de la lutte amène les travailleurs sud-africains à être sensibles à la nécessité de mettre fin à l'apartheid, pas seulement dans sa forme mais dans son fondement même, le capitalisme.

La lutte contre le capital américain et européen en Afrique du Sud sera alors nécessairement liée à l'existence d'une organisation politique indépendante des travailleurs.

Toute tentative faite dans ce sens sera particulièrement importante pas seulement pour l'Afrique du Sud, mais pour l'ensemble du continent africain.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accordement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.